
Recueil des Actes Administratifs

Préfecture Pyrénées-Orientales

Special n°38

publié le 20/05/2009

Mai 2009

Sommaire

Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture

2009078-22 - AP portant autorisation d'occupation temporaire du DPM pour mouillage corps mort au profit du CEF

Direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle

DOSSIER MANUVERE AGREMENT DE SERVICES A LA PERSONNE

A2009138-17 - AGREMENT DE SERVICES A LA PERSONNE

Préfecture des Pyrénées-Orientales

Cabinet

Service Interministériel de Défense et Protection Civile

2009138-08 - arrete prefectoral portant approbation du plan de prevention des risques naturels previsibles de la co

Direction de la Règlementation et des Libertés Publiques

Bureau de la Nationalité Française et des Etrangers

Autorisation de représentation devant les juridictions civiles et pénales

Arrêté n°2009078-22

AP portant autorisation d occupation temporaire du DPM pour mouillage corps mort au profit du CEFREM. Bouee pour mesures parametres meteorologiques et oceanographiques a embouchure de la Tet au large de Canet.

Administration : Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture

Auteur : Johann SCHLOSSER

Signataire : Préfet

Date de signature : 19 Mars 2009

**ARRETE PREFECTORAL N°
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
POUR MOUILLAGE D'UN CORPS MORT
SUR LE DOMAINE PUBLIC MARITIME**

Le Préfet des Pyrénées-Orientales

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques (CGPP) ;

Vu le code du domaine de l'Etat pour la partie réglementaire ;

Vu la loi N° 86-2 du 03 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du

littoral ;

Vu le Décret N° 374 - 2004 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à

l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2009-005-01 du 05 janvier 2009, portant délégation de signature à M.

Thierry VATIN, Directeur Départemental de l'Equipelement et de l'Agriculture des Pyrénées-Orientales ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 28 novembre 2008 ;

Vu l'avis de M. le Maire de Canet-en-Roussillon du 03 février 2009 ;

Vu la décision du Service Domaine fixant les conditions financières.

Sur proposition de M. le Directeur Départemental de l'Equipelement et de l'Agriculture des Pyrénées-
Orientales ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

M. le Directeur du CEFRM (Université de Perpignan)

est autorisé à mouiller en mer une chaîne servant de corps-mort destinée à l'amarrage d'une bouée de

signalisation et de protection, accompagnée en surface et surtout au fond d'appareils et de capteurs

destinés à la mesure et au suivi de paramètres météorologiques et océanographiques à l'embouchure

de la Têt, conformément aux plans annexés.

Les coordonnées exactes de la bouée seront obligatoirement communiquées par le pétitionnaire dès
sa mise en place.

ARTICLE 2

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité, pour une durée de
5 ans à compter de la date de signature du présent acte.

L'occupation cessera de plein droit à l'échéance.

L'autorisation ne pourra être, en aucun cas prorogée.

Au cours de cette période de 5 ans, l'autorisation pourra être modifiée ou rapportée en tout ou partie,
pour motif d'intérêt général ou pour inexécution d'une quelconque des dispositions du présent arrêté
ou de l'une quelconque des dispositions de la décision jointe autorisant l'installation en mer d'une

chaîne d'amarrage.

La communication des principaux résultats sera assurée par le pétitionnaire tout au long des mesures
effectuées.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation étant accordée à titre précaire est toujours révocable, l'Administration se
réserve la faculté de modifier ou de retirer l'autorisation, si elle le jugeait utile pour quelque cause que
ce soit, sans que le permissionnaire puisse réclamer, pour ce fait, aucune indemnité ou
dédommagement. En cas de révocation, il devra faire rétablir les lieux dans leur état primitif. S'il ne
remplissait pas cette obligation, il y serait pourvu d'office et à ses frais par l'Administration.

ARTICLE 4 :
Le bénéficiaire devra acquitter, auprès de la caisse de la Trésorerie Générale des Pyrénées-Orientales, une redevance fixée par le Service France Domaine de la Trésorerie Générale (Article L 30 de l'ancien Code du Domaine de l'Etat, maintenu en vigueur par l'ordonnance du 21 avril 2006) et exigible, dans les dix jours de la notification du présent arrêté, ensuite annuellement et d'avance.

ARTICLE 5 :
La présente autorisation est personnelle non cessible et n'est pas constitutive de droits réels.

ARTICLE 6 :
Le bénéficiaire a la faculté de demander la résiliation de son autorisation, annuellement, à la date anniversaire avec un préavis de 3 mois.

ARTICLE 7 :
Le bénéficiaire ne pourra établir, sur le terrain, objet de la présente autorisation d'occupation temporaire, que les ouvrages autorisés par le présent arrêté. Toute modification, de quelque nature qu'elle soit sera soumise à l'accord préalable express de la Direction Départementale de l'Equipement et de l'Agriculture des Pyrénées-Orientales.


ARTICLE 8 :
L'autorisation n'est accordée qu'en ce qui concerne l'occupation du Domaine Public Maritime. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le pétitionnaire sera seul responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de la présente autorisation qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance, ou toute autre faute commise.

ARTICLE 9
Toute transgression d'une des obligations contenues dans cet arrêté entraînera la résiliation immédiate de l'autorisation, après mise en demeure non suivie d'effet.

ARTICLE 10 :
A la cessation de la présente autorisation, les installations visées à l'article 1^{er} devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le bénéficiaire. A défaut par celui-ci, de s'être acquitté de cette obligation dans le délai de trois mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office à ses frais et risques par l'Administration.

Perpignan, le 19 MAR. 2009

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental
de l'Equipement et de l'Agriculture

Pour le Directeur Départemental
de l'Equipement et de l'Agriculture,
L'Adjoint,

Y. GAVALDA

PREFECTURE
DES PYRENEES-ORIENTALES
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT
ET DE L'AGRICULTURE
DES PYRENEES-ORIENTALES
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES MARITIMES
DE L'AUDE ET DES PYRENEES-ORIENTALES

ARRETE / DECISION

AUTORISANT L'OCCUPATION DU PLAN D'EAU
ET DU DOMAINE PUBLIC SOUS-JACENT
EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UNE BOUEE DE SURFACE

Ce document comprend deux actes distincts en vue de l'établissement d'un mouillage particulier:

- Une **décision de l'autorité Maritime** autorisant, du point de vue nautique, l'installation d'un dispositif d'amarrage (page 2) ;

- Un **arrêté préfectoral d'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Maritime** pour la mise en place d'un corps mort (pages 3 et 4) ;

La validité de cet Arrêté/Décision est subordonnée à la signature concomitante des deux autorisations .

Ampliation des présents actes publiés au recueil des actes administratifs, sera adressée à Monsieur le Directeur du Service France Domaine, à Monsieur le Directeur Interdépartemental des Affaires Maritimes et à Monsieur le Directeur Départemental de l'Equiperment et de l'Agriculture, aux fins de son exécution.

Un exemplaire du présent arrêté/décision sera remis au bénéficiaire par les soins du Service France Domaine (Trésorerie Générale) lors du paiement de la redevance.

Destinataires : M. le Directeur du Centre de Formation et de Recherche sur l'Environnement (CEFRM)
Université de Perpignan
52 avenue Paul Alduy
66860 Perpignan

Copies : DIDAM PORT VENDRES
DDEA – Unité Hydraulique Fluvial Gestion du DPM
TG - Service France Domaine
Mairie de Canet-en-Roussillon
Gendarmerie Nationale -Brigade nautique de Saint-Cyprien

DECISION N°
AUTORISANT L'INSTALLATION EN MER
D'UN DISPOSITIF D'AMARRAGE

Le Directeur Interdépartemental des Affaires Maritimes,

Vu le décret N° 2004 -112 du 06 février 2004 relatif à l'organisation des actions de l'état en mer ;
Vu le décret N° 97.156 du 19 février 1997 portant organisation des services déconcentrés des Affaires Maritimes ;
Vu l'arrêté préfectoral N° 67/97 du 12 Septembre 1997 réglementant le mouillage d'engins dans les eaux de la Région Maritime de la Méditerranée ;
Vu la demande de l'intéressé du 28 novembre 2008

DECIDE

ARTICLE 1 :

M. le Directeur du Centre de Formation et de Recherche sur l'Environnement Marin (CEFREEM) à l'Université de Perpignan
est autorisé à mouiller en mer (à l'embranchure de la Têt, au large des côtes de la commune de Canet-en-Roussillon) une bouée de signalisation et de protection, accompagnée en surface, et surtout au fond, d'appareils et de capteurs destinés à la mesure au suivi de paramètres météorologiques et océanographiques, conformément aux plans annexés.

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est valable pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent acte.
A terme, en cas de non renouvellement, le permissionnaire est tenu de rétablir les lieux dans leur état primitif et à ses frais.

ARTICLE 3 :

Les orins de mouillage ne devront compter aucun câble métallique. La bouée portera la marque spéciale "croix de Saint-André" et sera signalée par un feu jaune et réglée à la norme AISM de la séquence lumineuse du système d'acquisition des données océanographiques (SADO).
Le Service des Phares et Balises de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture des Bouches-du-Rhône procédera à l'information nautique réglementaire auprès de la Marine à Toulon et de l'EPSHOM pour que le positionnement de la bouée soit porté à la connaissance des navigateurs et figure sur les documents nautiques.

ARTICLE 4 :

En cas de résiliation de l'arrêté portant autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Maritime, la présente décision devient caduque.

ARTICLE 5 :

Les infractions à la présente décision seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de l'article R 26 § 15 du Code Pénal et de l'article 63 du code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

PORT VENDRES, le
/ Le Directeur Inter Départemental des Affaires Maritimes

Arrêté n°2009138-16

AGREMENT DE SEVICES A LA PERSONNE DOSSIER MANIVERT

Numéro interne : N/180509/F/066/S/025

Administration : Direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle

Auteur : Gerard IZERN

Signataire : Directeur DDTEFP

Date de signature : 18 Mai 2009

Résumé : AGREMENT DE SERVICES A LA PERSONNE
DOSSIER MANIVERT

PREFECTURE DES PYRENEES-ORIENTALES

ARRETE N°
PORTANT AGREMENT
D'UN ORGANISME DE SERVICES AUX PERSONNES
-:-:-:-:-

AGREMENT SIMPLE

Numéro d'agrément : N/180509/F/066/S/025

**LE PREFET DU DEPARTEMENT
DES PYRENEES-ORIENTALES,
Chevalier de la légion d'honneur,**

VU la Loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale.

VU la Circulaire n°2005-1 du 28 novembre 2005 relative au développement des services à la personne.

VU le Décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence nationale des services à la personne.

VU le Décret n°2005-1384 du 7 novembre 2005, relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail.

VU le Décret n°2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article D 7231-1 du code du travail.

VU la Circulaire ANSP/DGEFP/DGAS n°1-2007 du 15 mai 2007 sur l'Agrément des organismes de services à la personne.

VU le Décret n° 2007-854 du 14 mai 2007 relatif aux services à la personne

VU l'Article 14 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2007.
VU les articles L 7231-1 à L 7234-1 du code du travail

VU la demande d'agrément présentée le 12 mai 2009 par l'entreprise MANIVERT

dont le siège social est situé 6 rue Jules Fabre 66670 BAGES

et représentée par : Monsieur MORAD MANI en sa qualité d'auto entrepreneur.

SUR proposition de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle des Pyrénées Orientales

ARRETE :

ARTICLE 1^{ER} :

L'entreprise MANIVERT est agréée conformément aux dispositions des Articles L7231-1 à L 7234-1 et R 7232-1 à R 7232-17 du Code du Travail, pour la fourniture de services aux personnes sur le département des Pyrénées-Orientales.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément est valable à compter du 18 mai 2009 pour une durée de cinq ans

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

Pour les organismes certifiés l'agrément sera renouvelé tacitement dès lors que le champ et le référentiel qualité de la certification répondent aux prescriptions légales et réglementaires relatives aux services à la personne.

ARTICLE 3 :

L'entreprise MANIVERT est agréée pour l'activité suivante :

-Prestation de services -

ARTICLE 4 :

L'entreprise MANIVERT est agréée pour effectuer de manière exclusive les prestations suivantes:

- *Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage*

Cette prestation sera exclusivement réalisée au domicile de particuliers (ou dans leur environnement immédiat).

ARTICLE 5 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles L 7231-1 à L 7234-1 et R 7232-1 à R 7232-17 du Code du Travail,
- ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- n'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service ou de la qualification des intervenants,
- ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Un récapitulatif de toutes les activités de l'année écoulée, accompagné d'un bilan qualitatif et financier sera adressé au Prefet du Département (Directrice Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) au plus tard avant la fin du premier semestre de chaque année.

ARTICLE 7 :

La Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle est chargée, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées -Orientales.

Fait à Perpignan, le 18 mai 2009

Le Préfet des Pyrénées Orientales,
et par Délégation la Directrice Départementale du Travail,
de l'Emploi et de la Formation Professionnelle


Ginette FRANC



Arrêté n°2009138-17

**AGREMENT DE SERVICES A LA PERSONNE
A2MICILE**

Numéro interne : N110608F066Q090MOD

Administration : Direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle

Auteur : Gerard IZERN

Signataire : Directeur DDTEFP

Date de signature : 18 Mai 2009

Résumé : AGREMENT DE SERVICES A LA PERSONNE
A2MICILE

PREFECTURE DES PYRENEES-ORIENTALES

ARRETE N°

PORTANT AGREMENT
D'UN ORGANISME DE SERVICES AUX PERSONNES

AGREMENT QUALITE : N/110608/F/066/Q/090 MODIFIE

**LE PREFET DU DEPARTEMENT
DES PYRENEES-ORIENTALES,**
Chevalier de la légion d'honneur,

VU la Loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale.

VU l'Article 4 de l'ordonnance n° 2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux.

VU la Circulaire n°2005-1 du 28 novembre 2005 relative au développement des services à la personne.

VU le Décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence nationale des services à la personne.

VU le Décret n°2005-1384 du 7 novembre 2005, relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail.

VU le Décret n°2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article D 7231-1 du code du travail.

VU l'Arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à l'Agrément Qualité prévu par les articles L 7231-1 à L 7234-1 du code du travail..

VU la Circulaire ANSP/DGEFP/DGAS n° 1-2007 du 15 mai 2007 sur l'Agrément des organismes de services à la personne.

VU le Décret n° 2007-854 du 14 mai 2007 relatif aux services à la personne.

VU l'Article 14 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2007.

Vu les articles L 7231-1 à L 7234-1 du code du travail.

VU l'Avis réservé délivré par du Conseil Général des Pyrénées-Orientales le 12 mai 2009

VU la demande d'extension d'agrément présentée le 10 mars 2009 par l'entreprise A2MICILE PERPIGNAN

dont le siège social est situé à 15 rue du Réart 66200 ALENYA, et représentée par Madame BATLLE Danièle.

SUR proposition de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle des Pyrénées Orientales,

ARRETE :

ARTICLE 1ER :

L'entreprise A2MICILE PERPIGNAN est agréée conformément aux dispositions des articles L 7231-1 à L 7234-1 et R 7232-1 à R 7232-17 du Code du Travail, pour la fourniture de services aux personnes sur le territoire du département des Pyrénées Orientales.

ARTICLE 2 :

Le présent agrément est valable à compter du 11 juin 2008 pour une durée de cinq ans et à compter du 18 mai 2009 jusqu'au 10 juin 2013 pour les nouvelles prestations.

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

Pour les organismes certifiés l'agrément sera renouvelé tacitement dès lors que le champ et le référentiel qualité de la certification répondent aux prescriptions légales et réglementaires relatives aux services à la personne.

ARTICLE 3 :

L'entreprise A2MICILE PERPIGNAN est agréée pour l'activité suivante :

- Prestation de services

ARTICLE 4

L'entreprise A2MICILE PERPIGNAN est agréée pour effectuer les prestations suivantes :

- *garde d'enfants de moins de trois ans à domicile*
- *garde d'enfants de plus de trois ans*
- *entretien de la maison et travaux ménagers*
- *petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage*

- *prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains »*
- *préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions*
- *livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile*

et pour les prestations nouvelles suivantes

- *assistance aux personnes agréées ou autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux*
- *garde malade à l'exclusion des soins*
- *aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement*
- *accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenade, transports actes de la vie courante)*
- *assistance administrative à domicile*

ARTICLE 5

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles L 7231-1 à L 7234-1 et R 7232-1 à R 7232-17 du Code du Travail,
- ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- n'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service ou de la qualification des intervenants,
- ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

ARTICLE 6 :

Un récapitulatif de toutes les activités, accompagné d'un bilan qualitatif et financier sera adressé pour chaque année au Préfet du Département (Directrice Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) au plus tard avant la fin du premier semestre de l'année suivante.

ARTICLE 7 :

La Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle est chargée, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées Orientales.

Fait à Perpignan, le 18 mai 2009

Le Préfet des Pyrénées Orientales,
et par Délégation la Directrice Départementale du Travail,
de l'Emploi et de la Formation Professionnelle


Ginette FRANC



PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Cabinet du Préfet

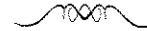
Service Interministériel
de Défense et de
Protection Civiles

Dossier suivi par :
M. Didier SARTRE

☎ : 04 68 51 68 82

☎ : 04 34 09 05 94

*Arrêté préfectoral portant approbation du
plan de prévention des risques naturels
prévisibles de la commune de VINGRAU.*



N° 2009 138-08

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 562-1 à L. 562-9, L. 125-2, L. 125-5 et R. 125-9 à R. 125-27 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile, notamment l'article 13 ;

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application des articles L. 123-1 à L. 123-16 du code de l'environnement ;

VU le décret et n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005, notamment l'article 7 ;

VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde pris pour l'article 13 de la loi du 13 août 2004 susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000/0059 du 10 janvier 2000 prescrivant l'établissement du plan de prévention des risques naturels prévisibles sur l'ensemble du territoire de la commune de Vingrau prenant en considération les risques d'inondations, de crues torrentielles et de mouvements de terrain ;

.../...

Adresse Postale : 24, quai Sadi-Carnot - 66951 PERPIGNAN CEDEX

Téléphone : ☎ Standard 04.68.51.66.66

Renseignements : ☎ INTERNET www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr
☎ contact@pyrenees-orientales.pref.gouv.fr

VU l'arrêté préfectoral n° 4614/2008 du 21 novembre 2008 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Vingrau ;

VU les pièces constatant que l'arrêté du 21 novembre 2008 susvisé a été publié, affiché et a fait l'objet d'un avis inséré, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;

VU les avis recueillis au cours de l'instruction réglementaire, notamment la délibération du conseil municipal de la commune de Vingrau du 16 septembre 2008 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

VU le rapport d'analyse du chef du service départemental de restauration des terrains en montagne du 21 avril 2009 ;

SUR la proposition de M. le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Art. 1^{er}. – Le plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Vingrau prenant en considération les risques d'inondations, de crues torrentielles et de mouvements de terrain est approuvé.

Le dossier du plan de prévention précité comprend :

- *une note ou rapport de présentation,*
- *un règlement,*
- *un dossier cartographique comprenant une carte de l'aléa inondations, crues torrentielles et mouvements de terrain au 1/10.000^{ème} et un plan de zonage réglementaire au 1/10.000^{ème}.*
- *un bilan de la concertation.*
- *des annexes réglementaires.*

Art. 2. – En application de l'article L. 562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il sera annexé au plan local d'urbanisme de la commune de Vingrau, conformément à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

Art. 3. – Le plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé est tenu à la disposition du public :

- ▷ *à la préfecture des Pyrénées-Orientales (cabinet / service interministériel de défense et de protection civiles),*
- ▷ *au service départemental de restauration des terrains en montagne,*
- ▷ *à la mairie de Vingrau,*

aux jours et heures d'ouverture habituels de leurs bureaux respectifs.

Art. 4. – Le présent arrêté et les mesures de publicité susmentionnées feront l'objet :

- *d'une mention au recueil des actes administratifs de la préfecture,*
- *d'un avis au public publié dans un journal régional ou local diffusé dans tout le département,*
- *d'un affichage à la mairie de Vingrau pendant une durée d'un mois au minimum.*

Art. 5. – M. le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet, directeur de cabinet, M. le maire de Vingrau, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, M. le chef du service départemental de restauration des terrains en montagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Perpignan, le 18 MAI 2009

Le Préfet,


Hugues BOUSIGES

Autre

Autorisation de représentation devant les juridictions civiles et pénales

Administration : Préfecture des Pyrénées-Orientales

Bureau : Bureau de la Nationalité Française et des Etrangers

Auteur : Mme MOREAUX

Signataire : Secrétaire Général

Date de signature : 19 Mai 2009

PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction de la
Réglementation et des
Libertés Publiques

Bureau de la Nationalité française et des
Étrangers

Dossier suivi par : Joël PEREZ

Mme MOREAUX

Tél : 04.68.51.66.61

Fax : 04.68.35.59.11

Mél : [etrangers@](mailto:etrangers@pyrenees-orientales.pref.gouv.fr)

pyrenees-orientales.pref.gouv.fr

Perpignan, le 19 mai 2009

AUTORISATION DE REPRESENTATION DEVANT LES JURIDICTIONS CIVILES ET PENALES N°

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le Code de l'Entrée et du Séjour des étrangers et du droit d'asile (C.E.S.E.D.A.) et
notamment les articles L. 551.1 à L.555.3 et L. 561.1 ;

VU la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions
administratives et le décret n° 2000-1115 du 22 novembre 2000 pris pour son application ;

VU le décret n° 87-782 du 23 septembre 1987 modifiant certaines dispositions du code
des tribunaux administratifs ;

VU le décret n° 2004-789 du 29 juillet 2004 relatif au contentieux des arrêtés de
reconduite à la frontière et modifiant la partie réglementaire du code de justice administrative ;

VU le décret du 5 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues BOUSIGES, Préfet des
Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté de M. le Préfet des Pyrénées-Orientales du 31 décembre 2007, régulièrement
publié, portant délégation de signature à M. Gilles PRIETO, Secrétaire général de la Préfecture des
Pyrénées-Orientales et à M. Bernard MOULINE, sous-préfet de Prades ;

VU l'arrêté n° 1367-2008 de M. le Préfet des Pyrénées-Orientales du 7 avril 2008,
régulièrement publié, portant délégation de signature à M. François- Claude PLAISANT, sous-préfet,
Directeur de Cabinet de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté n°3619 du 1er septembre 2008, régulièrement publié, modifiant la délégation
de signature accordée à M. Gilles PRIETO, Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté n° 3620 du 1er septembre 2008, régulièrement publié, modifiant la délégation
de signature accordée à M. Bernard MOULINE, sous-préfet de Prades ;

.../...

VU l'arrêté n°3618 du 1er septembre 2008, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Antoine ANDRE, sous-préfet de Céret ;

VU les articles R 431.7, R.431.10 et 713.3 du code de procédure civile ;

VU les articles 440, 441, 442 et 445 du code de procédure civile ;

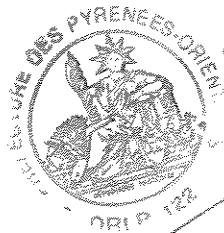
VU les articles 427 à 461 du code de procédure pénale ;

VU la circulaire du ministère de l'intérieur du 14 janvier 2005 relative à la réforme des arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière ;

SUR proposition de M. la Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales ,

AUTORISE

Monsieur André HORTE, Monsieur Lionel ZIEGLER, Monsieur Jean-Jacques ESCALE et Monsieur Daniel TAMIZE, Monsieur Régis MONTIGNAC, Monsieur Jean-Marc LEDUC, chargés de mission dans le cadre de la réserve civile, à représenter le Préfet des Pyrénées-Orientales aux audiences des juridictions civiles et pénales près du Tribunal de Grande Instance de Toulouse et de la Cour d'appel de Toulouse, pour toutes les affaires relevant de la compétence du ministère de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales en matière de contentieux des étrangers, et dans lesquelles le préfet est partie en qualité de représentant de l'État.



LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général

Pour ampliation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques

Gilles PRIETO


Jean-Marc SANCHEZ

PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction de la
Réglementation et des
Libertés Publiques

Bureau de la Nationalité française et des
Étrangers

Dossier suivi par : SEC ELOI

Tél : 04.68.51.66.61

Fax : 04.68.35.59.11

Mél : [etrangers@](mailto:etrangers@pyrenees-orientales.pref.gouv.fr)

pyrenees-orientales.pref.gouv.fr

Perpignan, le 19 mai 2009

MANDAT SPECIAL

VU le Code de l'Entrée et du Séjour des étrangers et du droit d'asile (C.E.S.E.D.A.) et notamment les livres V titre 5 et VI titre I ;

VU Le nouveau code de procédure Civile et notamment ses articles 414, 415, 416, 417 et 931 ;

VU l'arrêté préfectoral n° du 18 mai 2009 portant autorisation de représentation devant les juridictions civiles et pénales ;

Mandons Monsieur André HORTE, Monsieur Lionel ZIEGLER, Monsieur Jean-Jacques ESCALE Monsieur Daniel TAMIZE, Monsieur Régis MONTIGNAC, ou Monsieur Jean-Marc LEDUC, aux fins de représenter le Préfet des Pyrénées-Orientales aux audiences des juridictions civiles et pénales près

☐ du Tribunal de Grande Instance de Toulouse

☐ de la Cour d'appel de Toulouse,

le à
concernant le dossier de M. / Mme....., ressortissant(e)..... ;
(n° dossier contentieux =)

LE PREFET,

Pour le Préfet, en sa qualité de
Le Secrétaire Général


Gilles PRIETO